

Études littéraires africaines

MESSMER, Pierre, *Les Blancs s'en vont. Récits de décolonisation*, Paris, Albin Michel, 1998, 303 p.

Bernard Mouralis



Numéro 8, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1042036ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1042036ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (imprimé)

2270-0374 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mouralis, B. (1999). Compte rendu de [MESSMER, Pierre, *Les Blancs s'en vont. Récits de décolonisation*, Paris, Albin Michel, 1998, 303 p.] *Études littéraires africaines*, (8), 58–59. <https://doi.org/10.7202/1042036ar>

Tous droits réservés © Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA), 1999

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

■ MESSMER, PIERRE, *LES BLANCS S'EN VONT. RÉCITS DE DÉCOLONISATION*, PARIS, ALBIN MICHEL, 1998, 303 p.

Cet ouvrage est organisé en deux moments. Dans un premier temps (chapitres 1 à 7), l'auteur trace une analyse des différentes situations qu'il a pu observer en tant qu'acteur. La première expérience remonte à l'époque de la France libre, lorsque Pierre Messmer, officier, combat au Levant et en Afrique du Nord. L'expérience du Liban et de la Syrie, puis celle de l'Indochine déterminent l'auteur dans une doctrine et une ligne de conduite : "le colonisateur le plus habile n'efface pas le sentiment national quand il existe." (p. 53).

Après avoir servi quatre ans en Mauritanie, comme commandant du cercle de l'Adrar, à Atar, puis au gouvernement de ce territoire, l'auteur est nommé en 1954 à la tête de la Côte-d'Ivoire où il va découvrir un "homme d'Etat" en la personne de F. Houphouët-Boigny. Ensuite, directeur du cabinet de Gaston Defferre, en 1956, il joue un rôle essentiel dans la conception de la Loi-cadre. Nommé peu après haut-commissaire de la République au Cameroun, il doit faire face à l'insurrection de l'UPC, préparer le passage à l'autonomie et tenter de modérer A.-M. M'Bida, le nouveau chef du gouvernement issu des élections du 23 décembre 1956. Nommé en juillet 1958 haut-commissaire général pour l'AOF, il y reste jusqu'en décembre 1959, assurant la phase délicate du transfert de souveraineté. Ministre des Armées à partir de février 1960, il est notamment, au moment des accords d'Evian et dans les mois qui suivent, confronté au "calvaire des harkis." (p. 159).

Tout au long de cette partie, l'auteur suit les différentes étapes de sa carrière, mais il ne donne pas pour autant à son livre la forme de mémoires. Ce qui retient son attention, c'est de montrer comment chacune de ces étapes ouvre sur un aspect particulier de la décolonisation. On le constatera dans la mise en perspective qu'il établit entre l'Indochine, l'Afrique noire et l'Algérie. Par ailleurs, bien que le terme figure dans le titre de l'ouvrage, l'auteur n'abuse pas des récits ; mais ceux qu'il donne sont toujours significatifs et menés avec talent ; à cet égard, on appréciera le récit de la "récupération musclée à Conakry" (p. 214-221), qui est un vrai scénario. On notera également le souci de cerner les différentes catégories en jeu : par exemple, le rôle des officiers supérieurs dans les guerres coloniales ou l'analyse des scrutins lors des élections au Cameroun ou en Afrique Occidentale.

La deuxième partie de l'ouvrage définit une politique qui doit être autre chose que "néocolonialisme" ou "abandon" (p. 271). Dans le domaine monétaire, l'auteur se montre sévère à l'égard des partisans d'une surévaluation des monnaies coloniales ou postcoloniales. Le chapitre qui traite de cette question est d'une grande clarté et a le mérite de poser la question de l'avenir du CFA puisque cette monnaie est en parité avec celle

d'un pays - la France - qui s'est engagé à respecter les critères de convergence nécessaires pour participer à l'Euro. A propos des départements d'outre-mer, l'auteur rappelle que "la départementalisation [a eu] pour conséquence inévitable la centralisation" (p. 187) et que le souci de les arracher à leur situation coloniale originelle s'est traduit par une sorte de "discrimination positive" (p. 200) en matière fiscale, de traitements des fonctionnaires, de surévaluation du prix de certains produits agricoles, sans que pour autant on ait pu enrayer le déclin de la production et le chômage notablement plus élevé qu'en métropole. Quant à la politique de la France en Afrique aujourd'hui, elle doit favoriser le règlement par les Africains eux-mêmes des problèmes du continent, notamment en matière de sécurité, car "toute intervention militaire porte en elle le germe de l'impérialisme" (p. 57). Elle doit aider également à la réforme des États africains, non à leur destruction : "Les nouveaux idéologues adeptes de la pensée unique provisoirement dominante selon laquelle il faut "moins d'État" risquent de démolir le peu qui existe dans les pays africains sans le remplacer par rien" (p. 289).

Au total, *Les Blancs s'en vont* est un livre très documenté, avec de nombreuses données chiffrées et qui, de plus, ne cherche nullement à dissimuler les moments difficiles d'une carrière, par exemple, lors de la répression menée au Cameroun contre l'UPC ou à propos des harkis. Pour les littéraires, il apporte un éclairage diversifié sur des situations historiques que l'on a trop tendance à considérer comme homogènes. Le bilan de la décolonisation est nuancé et Pierre Messmer ne donne guère dans l'afropessimisme. Enfin sur le plan plus particulier de l'histoire politique, ce livre présente l'intérêt d'illustrer une attitude anticolonialiste qui fait de l'accès des anciens colonisés à la souveraineté et à la responsabilité le meilleur garant de la paix et du progrès. De ce fait, il est en rupture franche avec F. Mitterrand, "maniaque de la gesticulation militaire" (p. 239) et qui a eu tendance à oublier que "des gouvernements légaux à l'origine sont devenus illégitimes pour s'être dévoyés" (p. 254), mais aussi parfois en décalage avec l'action de de Gaulle.

■ Bernard MOURALIS

■ RIESZ JÁNOS, *FRANZÖSISCH IN AFRIKA. HERRSCHAFT DURCH SPRACHE, STUDIEN ZU DEN FRANKOPHONE LIETERATUREN AUßERHALB EUROPAS, BAND 17*, IKO VERLAG, 1998, 420 p.

Après *Koloniale Mythen - Afrikanische Antworten* en 1995, voici un ouvrage qui nous invite à une réflexion sur l'importance du rôle joué par la langue française dans les rapports franco-africains depuis l'époque coloniale à nos jours. Essai sur l'impact de la langue française dans la domination de l'Afrique, *Französisch in Afrika. Herrschaft durch Sprache* est une